

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N°0 0 0 9 5 5 /AONO-PU/CIPM/MINAT/2026 DU 04 MAI 2026

POUR LA REHABILITATION DU RESEAU INFORMATIQUE DU BATIMENT CENTRAL DU MINAT.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre du processus d'amélioration des conditions de vie et de travail des Autorités Administratives, le Ministre de l'Administration Territoriale, Maître d'Ouvrage lance un Appel d'Offres National Ouvert en Procédure d'Urgence pour la réhabilitation du réseau informatique du bâtiment central du MINAT.

2. Consistance des prestations

Les prestations à exécuter consisteront notamment à :

- aménager les différents bords de brassage (réorganisation du câblage, étiquetage de chaque prise et port correspondant, réorganisation des équipements, suppressions de câble non utilisé etc.) ;
- installer de nouvelles prises informatiques (pour les bureaux n'en disposant pas ou pas suffisamment) ;
- remplacer les équipements (switch, routeur, Access point...) vieux et/ou défectueux par de nouveaux plus récents et plus adaptés ;
- mettre à niveau les différentes configurations du réseau ;
- mettre à jour le plan de câblage existant en tenant compte des nouveaux aménagements.

3. Allotissement

Sans objet.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel du projet est de quarante millions (40 000 000) francs CFA Toutes Taxes Comprises.

5. Délai prévisionnel et lieu de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la livraison des travaux est de quatre (04) mois calendaires.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les travaux.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions, aux entreprises de droit camerounais installées en République du Cameroun, en règle avec l'administration fiscale, non exclues de la commande publique et ayant des expériences avérées dans les différents champs d'expertise du projet et la mise à niveau d'infrastructures.

7. Financement

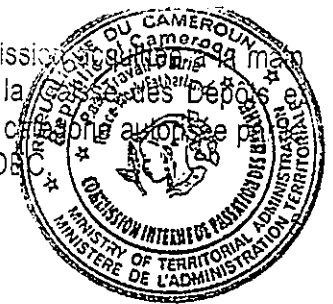
Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Administration Territoriale au titre de l'exercice 2026, suivant les imputations budgétaires, 80 07 113 01 29000007 524211.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement en ligne.

9. Documentations de soumission

Le soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission (suivant modèle joint) d'un montant de huit cent mille (800 000) FCFA délivrée soit par la Consignations (CDEC), une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisée par le Ministère en charge des Finances et justifié par un récépissé de consignation délivré par la CDEC.



10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut gratuitement être consulté dès publication du présent avis, aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics du Ministère de l'Administration Territoriale, 2^{ème} étage, Porte 214, tel : 222 22 66 01. Il peut également être consulté sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ainsi que dans le Journal des Marchés de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics du Ministère de l'Administration Territoriale, 2^{ème} étage, Porte 214, tel : 222 22 66 01, dès publication du présent avis, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de soixante mille (60 000) francs CFA payable au Trésor Public et représentant les frais d'achat du dossier.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du Dossier d'Appel d'Offres par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission qui est exclusivement en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du Dossier d'Appel d'Offres.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **02 JUIN 2026** à 14 Heures 00. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé au Service des Marchés Publics du Ministère de l'Administration Territoriale, 2^{ème} étage, Porte 214, tel : 222 22 66 01, avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde » et les références de l'Appel d'Offres, dans les délais impartis.

Sous peine de rejet, les soumissionnaires sont tenus de déposer les versions physique et originale de leurs dossiers administratifs au Service des Marchés Publics du Ministère de l'Administration Territoriale, après la soumission de leurs offres en ligne et avant l'heure limite de soumission.

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes : 5 MO pour l'Offre Administrative ; 15 MO pour l'Offre Technique ; 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants : Formats PDF pour les documents textuels et JPEG pour les images. Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des dossiers différents et séparées. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage : les dossiers sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres, les dossiers non-conformes au mode de soumission et les offres incomplètes conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres.

L'absence d'une caution de soumission délivrée soit par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) ou par le Ministère des Finances et justifiée par un récépissé de consignation délivré par la CDC, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera également le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis (pièces administratives, des offres techniques et financières) qui se fera en un temps et en un lieu, aura lieu dans la salle de Conférences du Ministère de l'Administration Territoriale, par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MINAT, aura lieu le **02 JUIN 2026** à 15 H 00, heure locale.

Seuls les soumissionnaires seront admis à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée par eux-mêmes ou par un groupement d'entreprises.



Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'Autorité Administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis et après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment de :

- absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- non production au-delà du délai de quarante-huit (48) heures après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- non-respect de 70% des critères essentiels ;
- absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- absence d'une attestation de visite du site signée par le Chef de Division des Systèmes d'Informations du Ministère de l'Administration Territoriale, assortie d'un rapport de visite dudit site présenté par le soumissionnaire et comportant des photos en couleur ;
- absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- absence d'un Conducteur des Travaux ou Directeur Technique ayant la qualité d'un Ingénieur de conception en informatique (attestation de présentation de l'original du diplôme ; CV daté et signé ; attestation de disponibilité datée et signée sur l'honneur par le candidat ; dix ans d'expérience professionnelles) ;
- absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- non-respect du format de fichier des offres ;
- non-conformité du mode de soumission ;
- absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- la qualification et l'expérience du personnel ;
- la capacité financière de vingt-cinq millions (25 000 000) F CFA ;
- les moyens logistiques ;
- la méthodologie ;
- le calendrier de livraison ;
- la preuve d'acceptation des conditions du marché (Cahier des Clauses Administratives Particulières et Termes de référence paraphés à chaque page, signés et datés à la dernière page).

16. Attribution

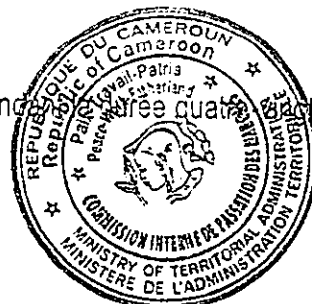
Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

17. Nombre maximum de lots

Sans objet.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours, à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.



19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables, au Ministère de l'Administration Territoriale, Service des Marchés Publics, 2ème étage, porte 214, Tel : 222.22.66.01 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48 ou le Maître d'Ouvrage au numéro 222.22.66.01.-

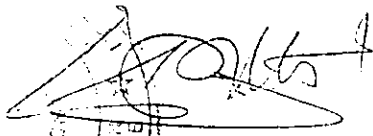

Yaoundé, le 04 MAI 2026

LE MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE,

MAITRE D'OUVRAGE

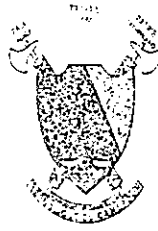
Copies :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- Président CIPM-MINAT ;
- Affichage chrono.

The stamp is circular with the text 'LE MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE' around the perimeter and 'Le ministre' in the center.

-ATANGA NJI PAUL-



OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE

N° 0 0 9 5 5' AONO-PU/MINAT/CIPM/2026 OF 04 MAI 2026 FOR THE REHABILITATION OF
THE COMPUTER NETWORK OF THE CENTRAL SERVICES.

1. Purpose of the tender

The Minister of Territorial Administration, Project Owner, as part of the process of improving the living and working conditions of Administrative Authorities, hereby launches an Open National Invitation to Tender in Emergency Procedure for the rehabilitation of the computer network of the central services of the Ministry of Territorial Administration (MINAT).

2. Nature of the services

The services of this tender include the supply and installation of the following equipment:

- reorganising the various patch panels (cable reorganisation, labelling of each socket and corresponding port, reorganisation of equipment, removal of unused cables, etc.);
- installing new data sockets (for offices that do not have them or do not have a sufficient number);
- replacing old and/or defective equipment (switches, routers, access points, etc.) with newer and more suitable equipment;
- upgrading the various network configurations;
- updating the existing cabling plan to reflect the new arrangements.

3. Lots

Not applicable.

4. Estimated cost

The estimated cost of the project is CFA F forty million three hundred thousand (40,000,000) all taxes inclusive.

5. Execution deadline and place of delivery

The maximum deadline for the completion of works shall be four (04) months.

This period runs from the date of notification of the service order to start.

6. Participation and origin

Participation in this Invitation to Tender is open, on equal terms, to all Cameroon-based companies, in good standing with Tax Authorities and not excluded from public procurement, with proven experience in the domain of projects particularly in the upgrading of IT infrastructure.

7. Financing

The supplies requested in this invitation to tender shall be financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Territorial Administration for the 2026 financial year with the following budgetary allocation: 60 07 113 01 290000007 524211.

8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is exclusively online.

9. Bid bank

Each bidder shall, in addition to administrative documents, include a bank guarantee of CFAF eight hundred thousand (800 000), with proof of deposit of the required amount in the Deposit and Investment Fund (CDEC) a first-class bank, or a first-category financial institution authorised by the Ministry of Finance, and evidenced by a deposit receipt issued by the CDEC, backed by a receipt



10. Consultation of the tender file

The tender file shall be consulted free of charge during working hours at the Ministry of Territorial Administration, Department of Financial and Material Resources, Sub-Department of Budget, Public Contracts Service, 2nd floor, Room 214, Tel: 222 22 66 01.

It can also be consulted on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, and in the Public Procurement Journal of the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP).

11. Acquisition of tender file

The tender file shall be available at the Ministry of Territorial Administration, Department of Financial and Material Resources, Sub-Department of Budget, Public Contracts Service, 2nd floor, Room 214, Tel: 222226601, during working hours, as soon as this notice is published, upon presentation of a receipt of payment of a non-refundable tender fee of twenty-five thousand (25 000) Francs CFA into the public treasury.

It shall also be available for free download on the platforms cited above. However, online submission is subject to payment of the tender file purchase fee.

12. Submission of bids

Each offer shall be drafted in French or English

Offers must be submitted by the bidder on the COLEPS platform latest 02 JUN 2026 at 2p.m. prompt. The bidder shall, within the specified timeline, send a backup copy of the bid saved on a USB drive in a sealed envelope bearing a legible 'backup copy', in addition to the reference of the tender.

To avoid rejection, bidders shall be required to submit the physical and original versions of their administrative documents to the Public Contracts Service of the Ministry of Territorial Administration, after their online submission and before the submission deadline.

File size and format

The maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the bidder's tender are as follows: 5 MB for Administrative offers; 15 MB for Technical offers; 5 MB for Financial offers.

The acceptable formats are as follows: PDF format for text documents and JPEG for images. The tenderer must use compression software to reduce the size of the files to be forwarded.

13. Admissibility of bids

Administrative documents, technical and financial offers should be placed in different files.

The following will be declared inadmissible by the project owner:

- files bearing the identity of the bidders;
- files with no identification of the Invitation to Tender;
- files that do not comply with the tender procedure.

Incomplete bids shall, in accordance with the requirements of the Tender Documents, be declared inadmissible.

Non-compliance with the tender documents model shall lead to outright rejection without recourse.

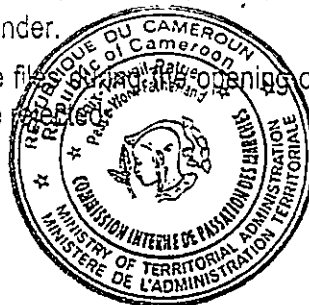
14. Opening of bids

The bids will be opened in the presence of the bidders at the "Conférence de l'Appel d'Offres" in the Conference Hall of the Ministry of Territorial Administration, on 02 JUN 2026 at 3:00 p.m., local time.

Only bidders or their single duly mandated representatives, even in the case of a joint venture, shall be allowed to attend this opening session.

The administrative documents must be submitted in their original or certified copies thereof, signed by the issuing service or by a competent administrative authority in conformity with the specific Rules for the Invitation to Tender. Late bids shall be rejected. They must be less than 48 (48) hours after the date of publication of the invitation to tender.

In the event of incomplete or non-compliant administrative files, the opening of bids, and after the period of forty-eight (48) hours granted by the Commission, the bid will be



15. Evaluation criteria

15.1 Eliminary Criteria

The eliminary criteria shall include:

- Failure to produce, within a period of forty-eight (48) hours after the opening of the bids, any missing or wanting document of the administrative file (except bid bond);
- False declaration, fraudulent manoeuvres or forged documents
- Failure to meet at least 70% of all essential criteria;
- Lack of a sworn statement by the bidder who certifies not having abandoned any contract within the last three (03) years;
- Lack of a site visit certificate signed by the Head of the Information Systems Division of the Ministry of Territorial Administration, accompanied by a site visit report submitted by the bidder and including colour photographs;
- Lack of a quantified unit price in the financial offer;
- Lack of a Works Supervisor or Technical Director holding the qualification of a Design Engineer in Information Technology (proof of presentation of the original diploma; dated and signed CV; declaration of availability dated and signed on honour by the candidate; ten years of professional experience);
- absence of a component of the Financial Offer (submission letter, Unit Price Schedule, Bill of Quantities and Cost Estimate);
- Lack of integrity charter;
- Lack of the declaration of social and environmental commitment;
- Non-respect of bid-file format;
- Lack of a backup copy in the event of malfunction of the COLEPS platform

15.2 Essential Criteria

The essential criteria shall consist of:

- Presentation of the offer;
- Bidders reference;
- Qualification and Experience of personnel
- financial capacity of CFA F twenty-five million (25 000 000)
- Logistical Resources
- Methodology
- Delivery dateline;
- Proof of acceptance of the terms and conditions of the contract.

16. Award of contract

The Project Owner shall award the contract to the bidder whose bid fulfils the required technical and financial criteria and is deemed to be the lowest.

17. Maximum Number of Lots

Not applicable.

18. Validity of bids

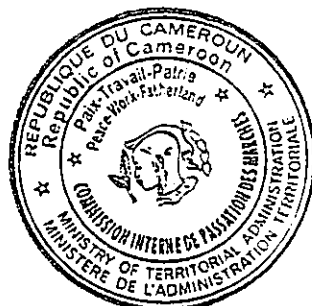
Offers shall remain valid for a period of 90 days after the opening of these offers.

19. Additional information

Further information can be obtained from the Ministry of Territorial Administration, Public Contracts Service, 2nd floor, Room 214, Tel: 222.22.66.01 or on-line on the COLEPS platform <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.



1.2 – English Version



20. Fight against corruption and malpractices

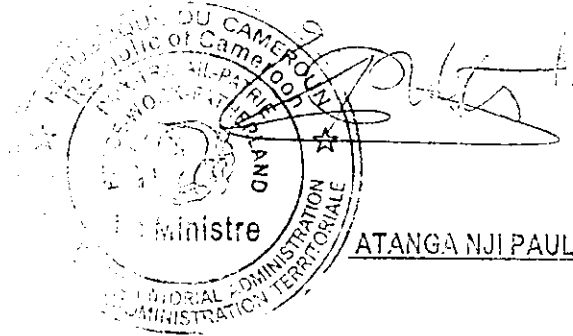
For any attempt of corruption or malpractices, please call 1517 CONAC, or the authorities in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or Call) the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48 or the Project Owner: 222.22.66.01./-

Yaoundé, 04 MAI 2026

Copies:

- MINMAP;
- ARMP;
- President ITB-MINAT;
- Noticeboard

MINISTER OF TERRITORIAL ADMINISTRATION,
PROJECT OWNER



ATANGA NJI PAUL